

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?901-La-problematique-des-migrations>



# La problématique des migrations sur une planète close et saturée

- Documents extérieurs - Crises économique, sociale, politique -



Date de mise en ligne : mardi 13 février 2018

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

### Chapitre 10 de Michel Sourrouille tiré du livre « Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie », coll. Dir. M. Sourrouille, Éd. Sang de la terre, 2014

---

Les travaux portant sur la relation entre démographie et écologie ont jusqu'à présent privilégié l'analyse de la fécondité par rapport à la capacité de charge d'un territoire. Ces études ont largement ignoré la problématique de la répartition spatiale. Pourtant, la croissance démographique d'une population peut s'analyser aussi bien sous l'angle de l'accroissement naturel (natalité comparée à la mortalité) que de l'évolution du solde migratoire. Mais cet aspect sent le souffre puisque l'arrêt des migrations est une thématique portée par l'extrême droite. Il n'empêche que les migrations sont au centre des relations complexes entre démographie et environnement au même titre que la fécondité. Comme l'écrivait René Monet : « *Les écologistes devraient dire que l'immigration maintient ou accroît la pression humaine sur le milieu naturel dans des pays où, de par le recul de la natalité, cette pression pourrait s'y stabiliser sinon régresser. Ainsi il n'y aura pas de répit. L'homme va continuer à saturer l'espace planétaire à la fois par la croissance démographique et par les transferts de population.* » [1]

Des scientifiques britanniques ont publié en avril 2012 un rapport sur les liens entre population mondiale et préservation de l'environnement [2]. Selon eux, la croissance de la population mondiale est un sujet à aborder lors de réunions internationales. Car si nous choisissons de ne rien faire, nous serions « *entraînés dans un tourbillon de maux économiques, socio-politiques et environnementaux, conduisant à un avenir plus inéquitable et inhospitalier* ». Mais il faudrait absolument joindre à la considération de l'accroissement naturel des considérations sur les migrations. Or la XXXI<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, tenue à Genève fin novembre 2011, s'est contentée d'exprimer sa profonde préoccupation au sujet des souffrances endurées par les migrants. Les sentiments humanistes ne suffisent pas à résoudre les problèmes sociaux alors que les mouvements migratoires explosent.

La mondialisation est devenue inséparable d'une très forte mobilité des populations, qu'elle soit professionnelle, touristique ou forcée, pour des raisons économiques, politiques ou environnementales. Dans le même temps, sur une planète saturée d'hommes, de femmes et d'enfants, le chômage devient structurel dans tous les pays, les difficultés sociopolitiques s'accroissent ; les frontières se ferment progressivement aux mouvements migratoires. L'ère de *La planète migratoire* [3] touche à sa fin. Les lois contre les étrangers se durcissent un peu partout, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, aucun espace géographique n'est à l'abri de la construction d'un mur à ses frontières. Des conflits d'espace vital et de ressources découleront encore plus, dans les décennies à venir, la non-acceptation des migrants. La limitation des migrations ne touchera pas seulement les migrants économiques, mais aussi le tourisme de masse. Le plus difficile sera le statut à donner aux éco-réfugiés, nombre qui sera fortement accru par les effets du réchauffement climatique. Cela posera demain un problème peut-être insoluble à l'idée de solidarité humaine. Tel que fonctionne la société actuelle, nous n'anticipons pas politiquement les problèmes, nous les subissons. Là est le vrai scandale.

#### La fermeture des frontières, une réalité

Contrairement à la conception commune selon laquelle la mobilité est une constante de la société humaine, nous constatons historiquement qu'il n'y a jamais eu libre circulation des personnes. Partout dans le monde ancien, les peuples donnaient un caractère sacré aux portes de leur territoire, village ou ville : aller au-delà impliquait toutes sortes de précautions. Même le roi de Sparte s'arrêtait à la frontière de la Cité pour y effectuer des sacrifices ; à

l'extérieur était le domaine de l'étranger et du combat. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, seule une minorité de personnes se

déplaçait : les soldats, les marchands, les aventuriers et les brigands. La masse de la population était peu mobile et le vagabondage proscrit ; on naissait, vivait et mourait dans le même village. Les frontières nationales érigées au XIXe siècle n'ont fait qu'actualiser cette constante humaine, la délimitation d'une appartenance territoriale. Mais le niveau de surpopulation de certains territoires est en lien étroit avec les migrations qui servent d'exutoire. Depuis la colonisation, la mobilité géo-graphique devient une nécessité.

Aujourd'hui, ce ne sont plus quelques conquistadors qui s'aventurent au-delà de mers, ce sont des peuples tout entiers. Le dernier rapport de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) indique que la mobilité humaine est sans précédent. Nous cumulons 214 millions de migrants internationaux et près de 1 milliard en comptant les migrations internes (ONU, 2012). Cela s'accompagne de perception anxieuse et d'image négative des migrants, de manifestation de xénophobie et d'attitudes discriminatoires, d'une percée électorale de l'extrême droite et des partis nationalistes. Nous sommes dans une sorte de spirale infernale avec des manifestations de peur, de rejet et de violences un peu partout dans le monde.

Prenons la Déclaration universelle des droits de l'Homme : « *Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.* » Le philosophe Etienne Balibar a souligné le caractère ambigu de ce texte, il manque l'obligation pour tout État d'accepter l'entrée des étrangers ! Balibar estimait qu'il existe « *un point où la liberté non contrôlée se détruit elle-même* » [4]. Fin septembre 2006, le Sénat américain a fini par approuver l'installation d'une clôture de 1123 km le long de la frontière du Mexique. En 2005 a été créée par l'Europe une « Agence pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne ». L'agence s'appelle désormais Frontex. Son budget, doté à sa naissance 6,3 millions d'euros, a été multiplié par quinze en cinq ans [5]. Un règlement du 26 avril 2007 a prévu la mise sur pied d'équipes d'intervention rapide aux frontières, *Rapid Border Intervention Teams* (RABITs). Les Européens s'efforcent aussi d'arrêter les immigrants avant même qu'ils n'arrivent aux frontières de leur territoire. La puissance politique et économique de l'Union européenne est employée pour faire de pays comme le Maroc ou la Libye des partenaires coopérant à la délocalisation de la violence, une sorte de déculpabilisation technique en somme.

En France, le nouveau projet de loi sur l'immigration débattu à l'Assemblée nationale à partir du 28 septembre 2011 renforçait les facilités d'expulsion des étrangers en situation irrégulière. FN et Droite populaire mettent en avant une politique de codéveloppement pour inciter les populations candidates à l'immigration à rester dans leur pays d'origine. Côté UMP, on parle d'un « *plan Marshall du codéveloppement en jumelant chaque nation européenne à tous les pays de bonne gouvernance* ». Côté FN, on veut « *prendre l'initiative d'organiser régulièrement une conférence euro-africaine réunissant les pays concernés afin de déterminer les besoins et de mettre en oeuvre les moyens destinés à fixer les populations dans leurs pays d'origine.* » [6] Restez chez vous est le mot d'ordre de la droite plus ou moins extrême.

Ce raidissement nationaliste contamine la gauche et les socialistes français commencent à se remettre en question. Le flou doctrinal succède à l'indignation contre toute mesure anti-immigrée, le pragmatisme l'emporte sur l'humanisme. C'est en 1981, sous François Mitterrand, qu'avait été légalisée et organisée la rétention administrative. C'est Paul Quilès, en tant que ministre de l'Intérieur, qui avait fait passer dans la loi en 1992 le système des zones d'attente. Le rapport sur l'immigration [7] préparé en 2004 par Malek Boutih, alors secrétaire national aux questions de société, n'a jamais été rendu public ; il proposait une politique de l'immigration rigoureuse, avec quotas, suppression de la hbi-nationalité, nouvelle législation sur le titre de séjour : « *Il faut sortir d'un simple rapport humanitaire et charitable avec l'immigration.* » Reniement de la part d'un ancien président de Sos- Racisme ? En fait Malek Boutih mettait en évidence le fait que, sans organisation de l'immigration, les phénomènes de discrimination s'enracinent dans la population. À la question « Faut-il régulariser massivement les sans-papiers ? », tous les candidats à la primaire socialiste du 9 octobre 2011 étaient « contre » et défendaient le « cas par cas » avec seulement quelques nuances : normes de « vie de famille », de travail et d'années de présence ou preuves d'« intégration », comme la maîtrise du français jusqu'aux « reconduites à la frontière » [8], La préférence nationale appliquée aux transferts de cerveau est même envisagée. Le Libanais Amro Al-Khatib, jeune ingénieur embauché

par Air Liquide, a été licencié sur injonction de la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi au motif de l'existence de « 58 autres ingénieurs français aux compétences similaires et en recherche d'emploi » dans le bassin grenoblois [9].

Les contraintes écologiques s'ajoutent aux contraintes socio-économiques. En Suisse, l'association Écopop (Écologie et Population) s'occupe depuis 1970 de l'impact de la démographie sur la nature et les ressources naturelles. Avec une densité moyenne de 193 habitants par kilomètre carré de la surface productive, la Suisse est un pays très densément peuplé. Ecopop a donc déposé devant les autorités une initiative en vue d'une « votation » pour limiter l'immigration [10]. Le texte « Halte à la surpopulation » propose donc de « limiter l'immigration nette en Suisse » à un taux de 0,2 % par an. La Confédération helvétique comptait fin août quelque 1,8 million d'étrangers, pour 8 millions d'habitants au total dans le pays, soit 3 % de plus qu'en août 2011. Le texte d'Écopop a été signé par 140.000 personnes, passant le seuil des 100.000 nécessaire pour organiser un vote populaire. Ecopop se dit humaniste, écologique et à caractère social, contre la xénophobie et le racisme. Car elle considère la densité de la population comme facteur déterminant et non l'origine de cette population [11].

Les arguments comparant démographie et environnement sont d'ordre scientifique, ils reposent sur la formule mathématique  $I = PAT$  : l'Impact de l'espèce humaine sur un territoire est déterminé, à Technique donnée, par sa Population et par ses Affluences (Activités, niveau de vie). Pour réduire les impacts  $I$ , il est donc nécessaire d'agir sur l'efficacité technique  $T$ . l'Affluence (réduire le nombre d'unités de production ou de consommation par personne) et la population  $P$  (réduire le taux de natalité... ou l'immigration). La décroissance matérielle devrait, sur un territoire dont on a dépassé la capacité de charge, s'accompagner d'une politique démographique qui agit tant sur la fécondité que sur les flux migratoires.

Les écologistes institutionnels encouragent généralement une politique « responsable » fondée sur le droit à la mobilité et la protection des migrants [12]. Or, si la protection des migrants témoigne d'une qualité morale, le droit à la mobilité sans limites ne paraît pas un bon critère quand on accorde de l'importance aux contraintes écologiques sur une Terre dont on a déjà outrepassé les limites.

### L'enfermement planétaire, tout l'espace est déjà occupé

Aucune terre n'est libre d'hommes depuis très longtemps. Cependant Thomas More, en 1516, croyait pouvoir encore écrire dans son livre : « *Quand il y a dans une ville plus de monde qu'elle ne peut et qu'elle ne doit en contenir, l'excédent comble les vides des cités moins peuplées. Enfin, si l'île entière se trouvait surchargée d'habitants, une émigration générale serait décrétée. Les émigrants iraient fonder une colonie dans le plus proche continent, où les indigènes ont plus de terrain qu'ils n'en cultivent.* » [13] Sur ce point, Malthus était à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle bien plus perspicace : « *On ne peut lire le récit de la conquête du Mexique et du Pérou sans être frappé de cette triste pensée, que la race des peuples détruits était supérieure, en vertu aussi bien qu'en nombre, à celle du peuple destructeur.* » [...] « *Si l'Amérique continue à croître en population, les indigènes seront toujours plus repoussés dans l'intérieur des terres, jusqu'à ce qu'enfin leur race vienne à s'éteindre* » [14] Notons que les contemporains de Malthus, Adam Smith et Ricardo, constataient qu'à leur époque il y avait immobilité des facteurs de production : ce ne sont pas les travailleurs qui traversent les frontières. Ils militaient seulement pour le libre-échange des marchandises.

Sur une terre pleinement occupée par les hommes, la conquête des territoires extérieurs a été de tout temps une abomination. L'invasion par des nations dominantes a été une succession de massacres et d'atrocités, ainsi en est-il du colonialisme européen en Amérique du Sud ou du Nord. La recherche constante de l'espace vital, le *Lebensraum* des nazis, a toujours été facteur de discriminations, de guerres et même de génocides. Pourtant certains, comme Michel Tarrrier, auteur de *Faire des enfants tue... la planète* [15], trouvent les mouvements migratoires absolument nécessaires. En effet, le fait d'être antinataliste ne veut pas dire qu'on penche forcément pour la décroissance des migrations. Pour lui l'Angleterre actuelle, sans émigration depuis l'époque de Malthus, aurait le double de sa

population actuelle, « *densité assurément disproportionnée avec son potentiel ali-mентаire et énergétique* ». Michel TARRIER rejoint aussi, paradoxalement, le raisonnement des natalistes qui veulent plus de population pour « *payer les retraites* ». Comme la baisse de fécondité européenne pose le problème des retraites, il n'y aurait qu'un remède : « *en appeler à de nouveaux arri-vants pour faire de nouveaux cotisants.* » Enfin il prend pour fait acquis la mondialisation « *qui saura absorber les trop-pleins populationnels et les répartir comme une tache d'huile* ».

Cette période où la Terre offrait encore des territoires qu'on croyait vierges se termine. Comme l'exprime André Lebeau, « *Le découpage de l'espace terrestre en territoires nationaux est achevé. A l'enfermement planétaire qui pèse sur l'humanité s'ajoute un confinement territorial qui fait de la notion d'expansion un synonyme de guerre de conquête.* » [16] En outre, l'ouverture des frontières ne réglerait pas le financement des retraites par répartition, rappelait Jean-Christophe Dumont [17], chargé de la division des migrations à l'OCDE. Car, ce qui compte pour résoudre ce sujet, c'est moins le nombre de migrants que « le ratio entre cotisants et pensionnés ». Pousser à de nouveaux arrivants sur le marché du travail ne dit pas s'il y aura ou non dans le futur suffisamment d'emplois, si l'actif ne sera pas chômeur, donc classé lui aussi dans la population à charge. Et puis, c'est un cercle vicieux : accroître la population (par l.a natalité ou par l'immigration), c'est accroître le nombre de futur de retraités, donc vouloir encore plus d'expansion démographique dans l'avenir ! Il y a bien d'autres solutions au problème des retraites que la pullulation humaine et l'immigration. Enfin le problème de l'immigration, c'est qu'elle a aussi des coûts sociaux, une montée des sentiments anti-immigrés. Selon J.-C. Dumont, ceux-ci ne dépendent pas tellement de seuils de tolérance, mais d'un « sentiment d'exclusion de la mondialisation... notamment dans une société vieillissante ».

L'immigré est aussi un émigré. Malthus avait une approche perspicace de la mobilité géographique : « *L'émigration, en supposant qu'on en pût faire un libre usage, est une ressource qui ne peut être de longue durée.* » Au niveau d'un pays, l'émigration peut constituer pour l'individu un espoir de survie, remédier temporairement au problème du chômage. Cela permet aussi politiquement d'amoindrir l'effet « cocotte-minute » qui peut se produire lorsque le mécontentement citoyen atteint son paroxysme : l'émigration peut servir de soupape de sécurité. Elle constitue une tactique politique pour exporter le mécontentement vers l'extérieur tout en attendant les retombées financières des migrants. Mais la démographie du pays peut continuer à galoper, les problèmes ne sont pas résolus. Libéraliser l'immigration (l'émi-gration) n'est pas une stratégie durable... En revanche, si la population sur un territoire délimité commence à excéder les possibilités du milieu sans qu'on puisse émigrer, c'est là une forte incitation à décider collectivement de la régulation des naissances. C'est une mise sous pression des politiques, qui pousse les autorités à prendre des mesures conséquentes - à être démo- graphiquement responsable. Empêcher les mouvements migratoires semble une approche adaptée politiquement si on veut agir pour un avenir durable. Mais l'arrêt des migrations internationales n'est pas une mesure qui devrait concerner seulement l'afflux vers les pays anciennement développés.

### Les menaces du tourisme sur l'environnement

Il est anormal que le libre déplacement des touristes des pays riches soit accepté alors que les frontières se ferment internationalement. Un milliard de touristes ont voyagé de par le monde en 2012 : c'est un nouveau record pour le tourisme international, secteur qui représente 9 % du PIB mondial (effets directs, indirects et induits), un emploi sur douze et 30 % des expor-tations mondiales de service [18]. L'invention des congés payés, l'élévation du niveau de vie, le développement de l'automobile et de l'avion ont généralisé le tourisme pour une frange toujours plus large de la population mondiale qu'on peut appeler la classe globale. Le tourisme, première industrie mon-diale de service, source d'emplois, de dépaysement et de plaisirs, connaît une expansion prodigieuse : en 2020 on prévoit un milliard et demi de touristes, soit 7 % de la population mondiale qui se déplace. Revers de la médaille, la détérioration de l'environnement.

Dès 1969 dans son livre *Le Jardin de Babylone*, Bernard Charbonneau constatait les méfaits du tourisme à l'intérieur de la France : « *La paix de l'hiver est rompue par les skieurs, le blanc des neiges, piétiné et balafgré, n'est plus qu'un terrain vague maculé de débris et de traces. La montagne est mise à la portée des masses payantes. Mais est-elle*

*encore la montagne ? Il n'y a plus de montagne ; il ne reste qu'un terrain de jeu... Si nous voulons retrouver la nature, nous devons d'abord apprendre que nous l'avons perdue.* » [19] À l'époque, rares étaient les personnes qui voyaient dans le tourisme une agression environnementale. Maintenant le tourisme de masse envahit les plages de rêve à l'autre bout du monde et les facilités qu'offrent encore les énergies fossiles entraînent une dégradation généralisée des milieux. Le tourisme exerce en effet une pression démographique intense même si c'est temporaire. L'analyse de la relation entre migration et environnement doit bien prendre en compte ces déplacements de très courte durée qui, par leur nombre total, peuvent avoir des effets aussi importants que des migrations « définitives ».

Ce tourisme de masse n'est pas durable : pour l'accueillir on dénature, on bétonne, on paupérise, c'est le grand saccage des communautés autochtones qu'on transforme en folklores. Sur le littoral méditerranéen, la population passe de 150 millions de personnes à 400 millions au mois de juillet et août. Les perspectives sont délirantes, la fréquentation touristique pourrait atteindre 637 millions de personnes en 2025. Autant dire que cela n'arrivera jamais. Une première conséquence : 42 % du littoral est déjà bétonné. Les embouteillages prolifèrent, les ressources halieutiques dégénèrent, l'eau douce vient à manquer. Alors que la population locale consomme environ 150 litres d'eau par jour en moyenne, chaque touriste en gaspille le double et jusqu'à 880 litres pour les plus fortunés. La construction d'hôtels de luxe, dans des pays tropicaux où l'eau est rare, et le rapport à l'eau sans limites des touristes induisent une compétition dans les usages de l'eau au détriment des populations locales. Ces voyages ne relèvent pourtant ni du désir individuel, ni de la nécessité : on s'en va parce que tout le monde part, on obéit à l'injonction de l'industrie du tourisme. Freiner les migrations touristiques, c'est aussi combattre l'industrialisation du monde.

Que faire ? On pourrait instituer des taxes, par exemple sur le kérosène. Cette analyse se retrouve chez Philippe Jurgensen [20] : « *Il serait souhaitable d'éliminer les détaxations de consommation de carburant, qui correspondent à autant d'incitations à un mauvais comportement écologique : il s'agit notamment de la coûteuse exonération du kérosène en faveur des transports aériens.* » Mais une telle politique volontariste, impliquant des pays différents et une gent politique aveugle, n'advient pas ; la lutte contre le réchauffement climatique n'a pas encore véritablement démarré. Reste donc le problème des réfugiés climatiques qui ne peut que s'amplifier.

### **Migrations environnementales, le problème insoluble du XXI<sup>e</sup> siècle**

Un « migrant environnemental » est une personne contrainte de quitter l'endroit où elle vit parce qu'un changement environnemental rend la vie sur place trop difficile ou impossible. Le mouvement tendanciel de désertification est à l'origine de migrations de peuples contraints d'abandonner leurs territoires parce que la sécheresse rend impossible toute culture et fait mourir le bétail. Le changement climatique accroîtra fortement le rythme des migrations avec l'intensification des catastrophes naturelles, la dégradation des conditions d'existence des populations (développements de maladies liées à la transformation des écosystèmes, diminution des ressources en eau), l'élévation du niveau des mers, l'accroissement de la compétition pour des ressources plus rares.

Selon le recueil de statistiques 2011 de la Banque mondiale, 42 millions de personnes ont été déplacées en 2010 en raison de catastrophes naturelles (17 millions en 2009 [21]). Avec le réchauffement, les migrations trans-nationales se multiplieront, tout comme le nombre de réfugiés intérieurs, entraînant des violences au plan local comme régional. La Banque mondiale estime que 60 millions de personnes des zones arides pourraient migrer d'ici à 2020. Les estimations varient entre 50 et 200 millions de réfugiés dits « climatiques » en 2050. Harald Welzer prévoit le pire : « *Comme les ressources vitales s'épuisent, il y aura de plus en plus d'hommes qui disposeront de moins en moins de bases pour assurer leur survie. Il est évident que cela entraînera des conflits violents entre ceux qui prétendent boire à la même source en train de se tarir, et il est non moins évident que, dans un proche avenir, on ne pourra plus faire de distinction pertinente entre les réfugiés fuyant la guerre et ceux qui fuient leur environnement. Le XXI<sup>e</sup> siècle verra non seulement des migrations massives, mais des solutions violentes aux problèmes de réfugiés.* » [22]

Il n'est pas possible de déplacer la moitié de la population de l'Afrique, et encore moins les habitants du Bangladesh qui auront perdu leur biotope à cause de la montée des eaux. Dans la zone d'influence de l'Australie, des villageois ont déjà été contraints d'évacuer leurs îles (Tuvalu par exemple) en raison de l'élévation du niveau de la mer. Le gouvernement australien a refusé d'accueillir ces réfugiés climatiques sur son sol : priorité aux « Aussies » [23]. On mesure l'ampleur du problème et le peu d'importance qu'auront les critères d'humanité. Selon un rapport du Pentagone, « *les humains se battent dès que la capacité d'accueil de leur milieu naturel devient insuffisante ; les États-Unis et l'Australie seront enclins à bâtir des forteresses défensives autour de leur pays parce qu'ils ont les ressources et les réserves pour assurer leur autosuffisance* » [24]. Dans les couloirs des conférences des Nations unies sur le climat, Ian Fry s'était donné pour mission de sauver les Tuvalu de la montée des eaux. Lors du sommet de Copenhague, fin 2009, il a supplié l'assemblée : « *Le sort de mon pays est entre vos mains.* » Sans succès. Comme la plupart des négociateurs, Ian Fry ne croit plus sérieusement à la signature d'un accord contraignant sur les émissions de gaz à effet de serre. Le négociateur des Tuvalu ne percevait aucune volonté d'action de la part des grands pollueurs, et notamment des États-Unis, dont le Sénat a mis de côté le projet de loi sur le climat. « *Il y a d'autres impératifs politiques ...* », constate-t-il [25]. Le découragement le guette.

Sauf exceptions assez rares, l'intelligence humaine ne semble plus admettre l'existence de limites, limites à notre reproduction, limites à nos migrations. La volonté de puissance semble avoir comme corollaire l'impuissance à regarder en face les conséquences de nos actes. On cherche à s'adapter au réchauffement climatique plutôt que de limiter nos émissions de gaz à effet de serre. C'est la marque de la société humaine actuelle de ne pas lutter sérieusement aujourd'hui contre les dérèglements environnementaux en prétextant de nos capacités d'adaptation demain. Il s'agit d'une fuite en avant ; on a adapté le milieu à nos besoins au point de le détruire, on veut maintenant s'adapter à la destruction de ce milieu. Cela ne peut mener qu'à une impasse. Pourtant, des dizaines de millions de personnes pourraient échapper à des inondations ou à la sécheresse d'ici à 2050 si les émissions de gaz à effet de serre, à l'origine du changement climatique, étaient plus fortement et plus rapidement limitées [26]. Mais les processus de rattrapage du retard industriel dans les pays émergents, l'insatiable appétit énergétique des pays tôt industrialisés et la diffusion mondiale d'un modèle de société fondé sur la croissance et l'épuisement des ressources font apparaître comme irréaliste qu'on limite à deux degrés seulement le réchauffement d'ici le milieu du siècle. Les migrations ne sont pas un fait naturel, mais la conséquence de nos inconséquences.

Dans un contexte de débordements économiques et d'inertie politique, nous ne pourrions que constater un changement radical des valeurs face aux conséquences migratoires du changement climatique. Harald Welzer décrit parfaitement le phénomène : « *En tant que membre d'une société dont les normes changent, on ne remarque pas que ses propres normes sont soumises à ce changement, parce qu'on se maintient constamment en accord avec ceux qui vous entourent. On peut parler à ce propos de shifting baselines ou de lignes de références fluctuantes.* » Les humains changent dans leurs perceptions et leurs valeurs, en même temps que leur environnement et sans s'en rendre compte. Des processus sociaux comme l'holocauste ne doivent pas être compris comme une « *rupture de civilisation* » ou une « *rechute dans la barbarie* », mais comme la conséquence logique de tentatives modernes pour établir l'ordre et résoudre les problèmes majeurs ressentis par des sociétés. Harald Welzer constate que la violence a **toujours** été une option de l'action humaine. Welzer précisait aussi que l'histoire de l'Occident libre, démocratique et éclairé a aussi écrit sa contre-histoire, faite de non-liberté, d'oppression et du contraire des Lumières. Les perturbations climatiques, les difficultés agricoles et les conflits sociodémographiques sont liés.

Nous pouvons faire le parallèle avec le diagnostic malthusien. Puisque nous ne sommes pas capables de réduire volontairement notre fécondité (et de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre), alors famine, guerres et épidémies résoudront le problème démographique. Puisque nous ne nous attaquons pas aux causes des migrations, il n'y aura comme résultante que rejets et massacres. En résumé les migrations, puisque source de problèmes insolubles, poussent à la volonté d'immobilité territoriale, contrainte et forcée. Il n'y a pas de morale à mettre là-dedans ; on ne peut vivre durablement que sur un territoire restreint dont on maîtrise collectivement les paramètres : potentiel alimentaire et énergétique, rapports humains de proximité et culture particulière. Les Inuits ne pensaient pas à émigrer, leur terre recouverte de son manteau neigeux huit mois sur douze leur paraissait trop précieuse. Maintenant les Inuits boivent et se suicident pour oublier la mondialisation... et les glaciers fondent. Une

population humaine est semblable aux autres espèces, elle ne peut croître au-delà des possibilités que lui offre son écosystème.

### Conclusion

Le droit à la mobilité est un facteur prépondérant de la dégradation de la biosphère et des relations humaines. En 2003, Richard Heinberg liait conscience écologique et limitation des migrations : « *L'opposition à l'immigration incontrôlée est souvent assimilée à tort à la xénophobie anti-immigrés. Mais dans une perspective écologique, l'immigration n'est pratiquement jamais souhaitable. Lorsqu'elle se fait massivement, elle ne fait que mondialiser le problème de surpopulation. De plus, ce n'est que lorsque les groupes humains se sont enracinés dans une zone particulière, au fil de plusieurs générations, qu'ils développent un sens des limites en termes de ressources* » [27]

Le droit de se déplacer selon son désir individuel empiète sur les capacités de la biosphère, les humains ne peuvent continuer à cohabiter humainement avec des migrations de masse. Alors que les humains ont atteint les limites de toutes les frontières, y compris celles de la planète, ils devraient dorénavant se contenter du territoire où peuvent s'exprimer leurs solidarités de proximité. Les problèmes économiques, sociaux et éthiques qu'entraînent les migrations devraient être une motivation supplémentaire pour agir au niveau de la maîtrise de la fécondité, pour élaborer collectivement une démographie responsable.

Soulignons, pour terminer, que nous n'avons pas traité les migrations internes dont l'urbanisation du monde est le symptôme dominant. L'urbanisation découle d'une transformation radicale du milieu naturel et entraîne en retour une transformation radicale de la relation des êtres humains à leur environnement. La « bidonvillisation » du monde se poursuit. Nous pensons que les contraintes de ressources naturelles vont obliger prochainement à une désurbanisation qui aura des conséquences sans doute aussi terribles que les migrations internationales.

---

[1] René Monet *Environnement, l'hypothèque démographique*, l'Harmattan, Paris, 2004.

[2] <http://www.20minutes.fr/planete/923831-maitriser-demographie-cle-sauver-environnement>.

[3] Simon Gildas, *La planète migratoire dans la mondialisation*, Armand Colin, Paris, 2008.

[4] Hervé Le Bras et Gérard-François Dumont, *Doit-on contrôler les étrangers ?*, p 114, éditions Prométhée, Bordeaux, 2009.

[5] Claire Rodier, *Xénophobie business. À quoi servent les contrôles migratoires ?*, La découverte, Paris, 2008.

[6] Le Monde.fr du 28/09/11, *La Droite populaire rejoint en partie le programme du FN*

[7] *Les Inrockuptibles* 4 au 10 mai 2005.

[8] Le Monde du 30/09/11.

[9] Le Monde des 16-17 octobre 2011, « Amro Al-Khatib victime de la préférence nationale ».

[10] Monde.fr avec AFP et Reuters, 02/11/2012, « Suisse : des écolos veulent freiner l'immigration pour protéger la nature. »

[11] Le Monde des 4-5 novembre 2012.

[12] <http://europeecologie.eu/-Immigration>, 132-

[13] Thomas More, *L'utopie*, p 66, éditions La Dispute, Paris, 1997.

[14] Robert Malthus, *Essai sur le principe de population*, (1798), éditions Flammarion, Paris, 1992.

[15] Michel Tarrier, *Faire des enfants tue ... la planète*, éditions LME, Le Rheu (35650), 2011.

[16] André Lebeau, *L'enfermement planétaire*, Gallimard, Paris, 2008.

[17] Le Monde du 15 octobre 2011, *Et si chacun pouvait émigrer où il veut, quand il veut ?* - spécial *Women's forum* p. VIII.

[18] Communiqué de presse du 13 décembre 2012 de l'OMT (Organisation mondiale du tourisme).

[19] Bernard Charbonneau, *Le Jardin de Babylone*, (1969), Encyclopédie des nuisances, réédition 2002.

[20] « À quelles conditions une croissance verte est-elle possible ? », La Revue Socialiste, 4e trimestre 2010.

[21] Le Monde du 7 décembre 2011, « La crise ne freine pas les flux migratoires mais accroît les manifestations de rejet. »

[22] Harald Welzer, *Les guerres du climat*, Gallimard, Paris, 2009.

[23] Mot d'argot pour désigner un Australien.

[24] Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique, éditions Allia, Paris, 2006.

[25] Le Monde du 13 octobre 2010, Ian Fry, « l'homme qui négocie pour que les Tuvalu ne finissent pas sous la mer. »

[26] Le Monde.fr | 15.01.2013, « Climat : le coût humain de l'inaction en détail » (étude publiée en janvier 2013 dans *Nature Climate Change*).

[27] Richard Heinberg, *Pétrole, la fête est finie*, éditions Demi-Lune, coll. Résistances, Plogastel Saint-Germain (29710), 2008.